ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Iran

Question au Gouvernement n° 3555

Texte de la question

RELATIONS AVEC L'IRAN

M. le président. La parole est à M. Meyer Habib, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Meyer Habib. Monsieur le ministre des affaires étrangères, quel pays a exécuté près de mille personnes en 2015 et dix-neuf, dont plusieurs mineurs, depuis le début de janvier ? La République islamique d'Iran.

Quel pays exécute en public ses homosexuels, lapide des femmes adultères, censure la presse, emprisonne des journalistes par dizaines et opprime les minorités religieuses ? L'Iran.

Quel pays applique la charia dans sa version la plus rétrograde, en légiférant par exemple en 2013 pour qu'un père puisse épouser sa fille adoptive dès l'âge de treize ans ? L'Iran.

Quel pays tient à bout de bras le régime sanguinaire de Damas, encourage et profite de la montée de Daech ? Quel pays est la source de l'instabilité de tout le Moyen-Orient et attise partout les tensions entre sunnites et chiites ? Encore l'Iran.

Quel pays a fomenté l'attentat terroriste de la rue de Rennes en 1986, qui a fait sept morts, et l'attentat du Drakkar, qui a fait cinquante-huit morts français ? Quel pays est, depuis trente ans, la matrice du djihad mondial ? La République islamique d'Iran.

Quel pays a cherché à berner la communauté internationale pendant des années pour développer une bombe atomique islamiste ? Encore l'Iran.

Quel pays organise des concours de caricatures sur la Shoah, érige le négationnisme en politique d'État et appelle ouvertement à la destruction de l'État juif ? Hasard terrible : la visite de Rohani demain en France, 27 janvier, coïncide exactement avec la journée de la mémoire de l'Holocauste.

Monsieur le ministre, voilà qui nous recevrons demain à Paris.

Chacun peut comprendre qu'on ne parle pas qu'avec ses amis, que l'Iran est un acteur incontournable, que les enjeux économiques sont importants, mais pouvez-vous au moins vous engager devant la représentation nationale à ce que le début de la normalisation des relations avec l'Iran soit subordonné à des garanties en matière de droits de l'homme et à un respect strict des engagements en matière nucléaire ?

La France a une responsabilité morale et historique. Nous le devons au très grand peuple qu'est le peuple iranien. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du*

groupe Les Républicains.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international.* D'abord un mot sur l'accord nucléaire, monsieur le député, puisque cela a évidemment changé beaucoup de choses.

C'est un dossier que vous avez suivi de très près. Comme vous le savez, il fallait arriver à un accord pour que le risque de bombe atomique soit écarté, et il fallait en même temps que cet accord soit robuste. Vous le savez pour avoir suivi les négociations, la position de la France a été déterminante, et ce sera encore plus clair lorsque l'Histoire aura fait son œuvre. Nous voulions un accord, il fallait donc être constructif, mais un accord robuste, il fallait donc être ferme. C'est la position que nous avons tenue, qui est reconnue par chacun.

Évidemment, à partir de ce moment-là, un certain nombre de relations sont devenues plus ouvertes, et c'est dans ce cadre que nous recevons le Président iranien demain et après-demain, comme nos amis italiens et d'autres l'ont reçu ou vont le recevoir.

Nous allons discuter politique bien sûr, de ce qui se passe là-bas, de ce qui se passe ici, de ce qui se passe dans la région. Nous allons discuter feuille de route, économie aussi et, bien sûr, nous discuterons sur le fond.

Comme vous l'avez souligné dans votre question, forte, nous avons des divergences fondamentales avec ce pays comme avec d'autres, par exemple sur la peine capitale. Je tiens à réaffirmer ici que la France est opposée en toutes circonstances et en tous lieux aux exécutions capitales. Cela vaut pour l'Iran, cela vaut pour d'autres pays dans la région ou ailleurs. *(Applaudissements sur divers bancs.)*

Nous ne faisons aucune concession, nous parlons de tout, et nous serons extrêmement attentifs – nous verrons par la suite ce qu'il en sera ou non – au fait que l'Iran change d'attitude sur le plan régional par rapport à des conflits que vous connaissez, la Syrie ou le Liban. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : M. Meyer Habib
Circonscription : Français établis hors de France (8e circonscription) - Union des démocrates et indépendants
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3555
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Affaires étrangères
Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 27 janvier 2016
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 janvier 2016